

Nombre de Membres

Affiliés au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation

24 janvier 2014

Date d'Affichage

24 janvier 2014

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE B R E N S

Séance du 30 janvier 2014

L'an deux mille quatorze et le trente janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

Présents :

M. Michel TERRAL, Maire
M. ANENTO, Mme METGE, Mrs TERRASSIE, FABRE, Adjoints.
Mrs MOSTARDI, VINCELOT, DUREL, MANDIRAC, HERNANDEZ,
PUECH, PALMA, SALVADOR, Mme BODHUIN, Conseillers Municipaux.

Excusés : M. RIEUX.

M. DELPUECH qui a donné procuration à M. TERRAL.
Mme ITRAC qui a donné procuration à M. SALVADOR.
M GIRME qui a donné procuration à M. PUECH.

Absent : M. GARCIASecrétaire de Séance : M. ANENTO Emile.INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

- Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement,
- Vu la loi n° 2000-1208 en date du 13 décembre 2000 sur la solidarité et le renouvellement urbain,
- Vu la délibération en date du 30/01/2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
- Vu l'article L211.1 du Code l'Urbanisme qui offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au PLU, un droit de préemption.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion des mutations.

Considérant qu'il est important que la Commune de BRENS puisse maîtriser dans les meilleures conditions le développement de son territoire et particulièrement dans les zones urbaines et à urbaniser.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones U (à savoir U1, U2, U3, U4, UX et UE) et AU (à savoir AU, AU0 et AUX0) du Plan Local d'Urbanisme, délimitées sur le plan de zonage.

- **PRECISE** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant 1 mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.

Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.123.13-4 du Code de l'Urbanisme.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mise à la disposition du public conformément à l'article L213.13 du Code de l'Urbanisme.

Une copie de la délibération et du plan annexé seront transmis :

- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance,
- au Greffe du même Tribunal.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,



M. TERRAL



Acte rendu exécutoire

après dépôt en
Préfecture

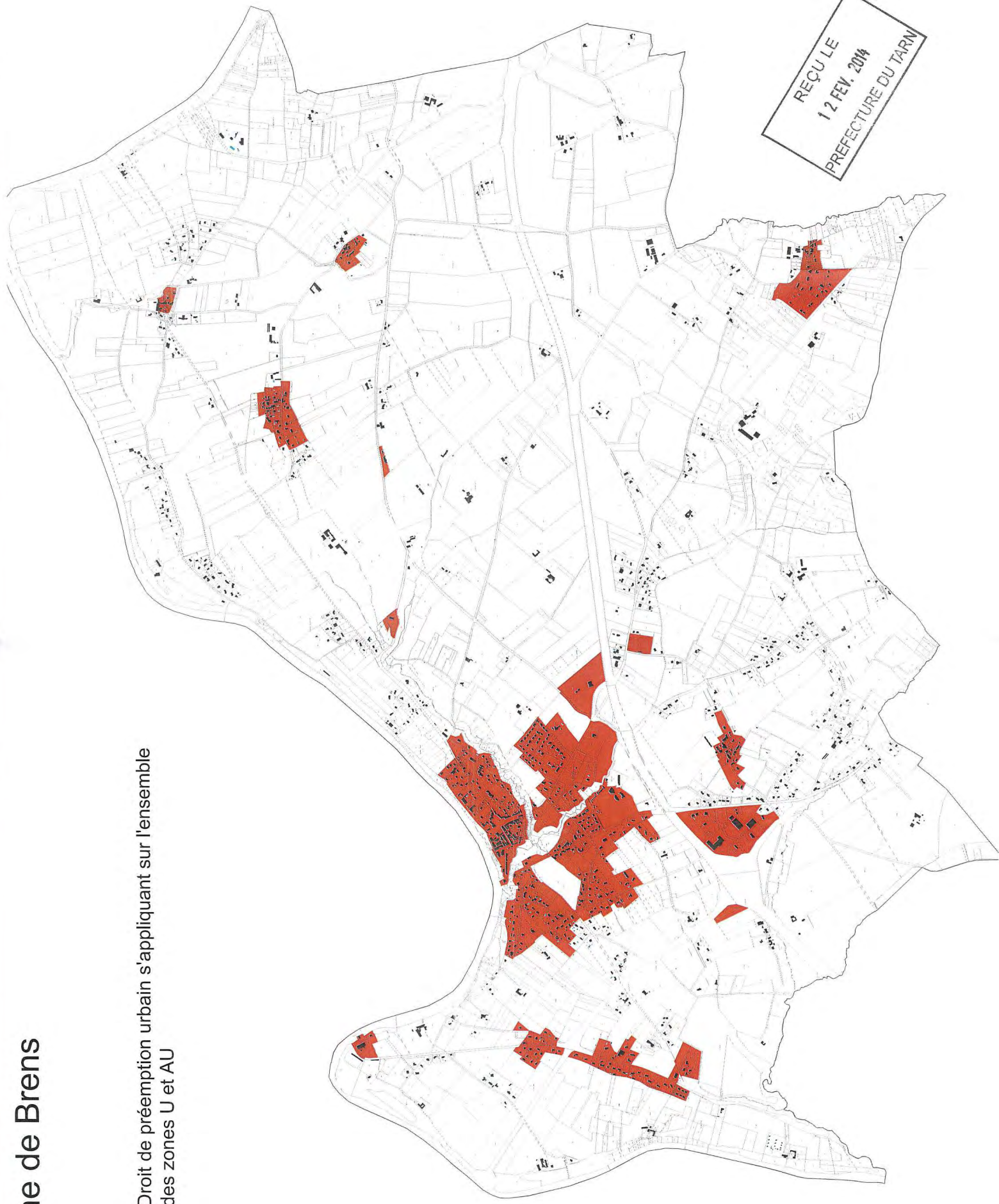
le 12/02/14

et publication ou
notification

du 12/02/14

Commune de Brens

Droit de préemption urbain s'appliquant sur l'ensemble
des zones U et AU



REÇU LE
12 FEV. 2014
PREFECTURE DU TARN